



le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue Ternaux
75011 Paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 Paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 272 JEUDI 8 JUIN 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

L' usager des transports, début juillet ; la ménagère dès ce week-end, essayant d'emplier son panier ; depuis le 15 mai, ceux qui affranchissent leur courrier et ceux qui font le plein d'essence ; les locataires payant leur loyer, tous ces grugés du traud Barre ont perdu toute chance de souscrire à l'Emprunt National, d'autant plus que les salaires, étrangement stables, n'ont aucune part à l'escalade.

Et lui, Barre, toujours aussi sûr de son gras personnage, annonce, souriant, une autre mesure qui, celle-là, enchantera du moins le cœur des possédants : la libéralisation des prix. Il paraît, mais Barre-le-prof est le seul à l'affirmer, que c'est le plus sûr moyen - avec la hausse des prix - de renflouer le pouvoir d'achat des travailleurs! On attend la démonstration de cet insolite théorème.

Les O.S. - ou plutôt les divers « agents de production AP.A, AP.B, AP.Q » - des usines Renault n'ont pas attendu cette démonstration pour faire flamber la fin de mai 78. Le 26, ça démarrait à Flins ; les durs de Cléon suivaient le mouvement peu après ; ceux de Douai, ceux de Boulogne-Billancourt sont aussi dans le coup.

Au départ, les 100 minoritaires appelant à la grève furent critiqués par les appareils syndicaux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ; la vague s'amplifiant, les syndicats, pour ne pas perdre la face, patronnent la grève, faute de pouvoir endiguer le ras-le-bol, le « on ne passera pas » des travailleurs en révolte.

Le patronat et le gouvernement ont aussi mauvais caractère l'un que l'autre et sont pareillement dépourvus du sens de l'humour et du ridicule : le directeur de l'entreprise, à Cléon, a assigné en déferé huit délégués syndicaux avec comme chef d'inculpation « l'entrave à la liberté du travail ».

A notre tour, au tour de tous les exploités, d'assigner en déferé les directeurs d'entreprises, le gouvernement, quand on sait, selon la formule même de la C.G.T. « le coup de grâce porté au textile des Vosges ». Il s'agit d'abord des usines Boussac ; il s'agit de Terrin, il s'agit de tous les licenciements abusifs, dont le seul motif est le profit du capital. Il s'agit des jeunes, qui largués en pleine vie par une école trop souvent incompétente, seront chômeurs - ou plutôt « demandeurs d'emploi » - assurés pour beaucoup d'entre eux de n'en pas trouver.

Honnêtement, qui donc faut-il assigner en déferé « pour entrave à la liberté du travail » ?

Deux faits qui ont trait aux usines Renault sont significatifs de l'actualité immédiate : le P.D.G. de Renault à Flins, Charlin, fut aussi P.D.G. de Renault en Argentine. Quand on a fait ses classes là-bas, on n'est guère du genre à se laisser émouvoir par les revendications des ouvriers. Devant les téléviseurs-couleur, loués par le comité d'entreprise à Cléon, les grévistes cégétistes applaudissent frénétiquement les footballeurs français de la coupe du monde ; les grévistes affiliés à la C.F.D.T. s'engagent à part entière pour le boycott! Les divisions du monde ouvrier sont, comme les voies du Seigneur, impénétrables...

A la petite semaine

MONTRE-MOI TES AMIS JE TE DIRAI QUI TU ES

« Nous voulons renforcer nos relations de coopération amicale dans le domaine économique et les autres ». Il n'y a bien sûr dans cette phrase, mille fois entendue, aucune originalité particulière, et sa banalité fait évidemment songer à une déclaration politique.

Si pourtant elle mérite d'être aujourd'hui signalée, c'est que son auteur, M. Teng Hsiao-ping, tout imprégné de la pensée de Mao, en prononçant ses paroles, s'adressait à M. Jose Alfredo Martinez de Hoz, ministre de l'Economie d'un pays ami de la Chine... l'Argentine.

Cette Chine communiste n'ayant pas d'équipe de foot-

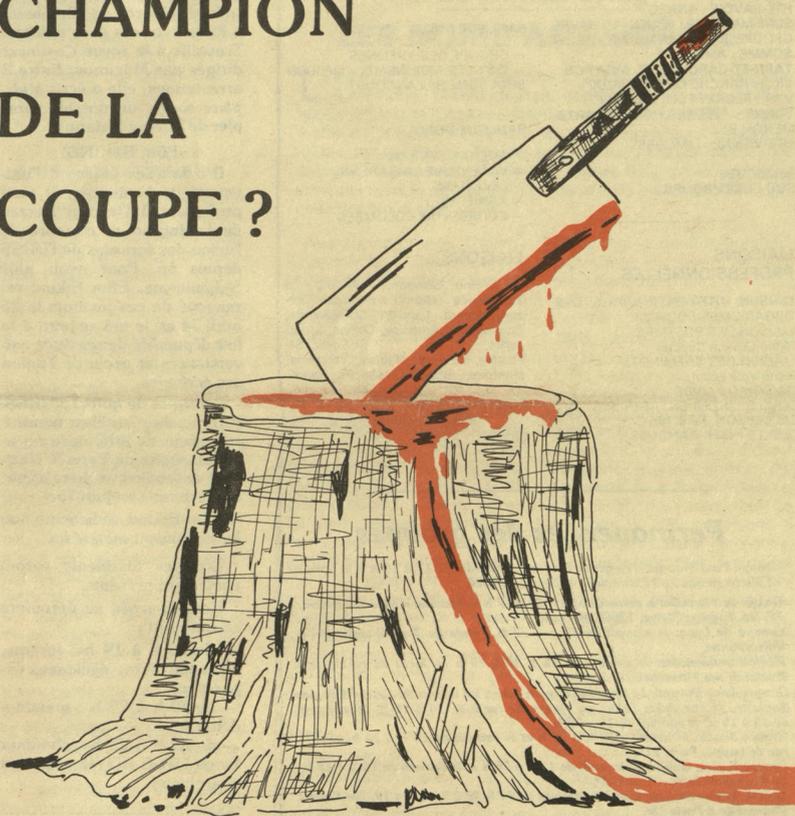
ball sélectionnée pour la coupe du monde, il fallait bien que des relations avec le pays de la torture s'établissent dans d'autres domaines.

S'il peut sembler curieux, de prime abord, que le paradigme du marxisme-léninisme vole au secours économique de l'Argentine, on frémit à l'idée que le ministre chinois espère voir les relations entre les deux pays s'étendre à d'autres domaines. De quels domaines peut-il bien s'agir quand on sait que tout marche au pas dans le pays du football ?

On a les amis qu'on peut, Pinochet hier, Mobutu et Videla aujourd'hui, la Chine reste bien rouge... de sang.

FLORÉAL

ARGENTINE CHAMPION DE LA COUPE ?



VENDREDI 16 JUIN

à partir de 17 h 30

GRAND MEETING - GALA DE SOUTIEN AUX ANARCHISTES EMPRISONNÉS

Au nouvel hippodrome - Porte de Pantin à Paris

Avec Jean-Claude DEVINCK et Maurice JOYEUX pour la Fédération Anarchiste
et Juan GOMEZ-CASAS et Enrique MARCOS pour la C.N.T. espagnole

La partie gala sera assurée par

Bernard LAVILLIERS - Jacques DEBRONCKART - Paco IBANEZ
FONT et VAL - J.-P. SEVRES - CASTELHEMIS - Carlos ANDREU
et Serge UTGE-ROYO

Entrée : 20 F - Prix de soutien : 50 F

Billets en vente dans les FNAC - 3, rue Ternaux Paris 11^e - 33, rue des Vignoles Paris 20^e

FOP 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCEPON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRÉ-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 (Fédération Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTs
 (Fédération Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18°)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°

BANLIEUE SUD

FRESNES-ANTONY
 GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 MASSY-PALAISEAU
 MASSY
 ORSAY-BURES
 SAVIGNY SUR ORGE
 CORBEIL ESSONNES
 BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
 DRAVEIL
 VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

GAGNY
 NEUILLY SUR MARNE
 CHELLES
 MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

GROUPE DES YVELINES
 ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

AULNAY SEVRAN
 VILLENEUVE LA GARENNE
 LEVALLOIS
 ASNIERES
 COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, Cherbourg La Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vierzion, Bégard, Lannion, Châteauroux, Concarneau, Amboise, Chinon, Montpellier, St-Sever, St-Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Brest, Centre-Bretagne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie « La tête en bas » - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et liberté », 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.

Groupe de Lyon : le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jules Durand, Le Havre et Région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18°.

Groupe d'Amiens : les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle Dewailly à Amiens.

Groupe Courbevoie-Colombes : les seconds et quatrième samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. St-Denis à Courbevoie.

Groupe Germinial : tous les mardis au café « Le Danton », rue du Commerce, Paris 15°, de 18 h à 19 h. Tous les mercredis, au café « Le tabac », à Meudon, de 18 h à 19 h. Tous les jeudis, au café « Le Métropole », avenue de la République à Issy-les-Moulineaux, de 19 h à 20 h 15.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPEs EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Le groupe anarchiste Premier Mai organise

SAMEDI 17 JUIN de 16 h à 23 h

Salle Pierre Lamy Bourse du travail à ANNECY (74)

UNE JOURNÉE SUR LA DISSIDENCE EN U.R.S.S.

Sont invités à cette journée Natalia GORBANEVSKAIA

Elle est née en 1938, poétesse russe, auteur de plusieurs recueils parus au Samizdat. En 1968 fonde la chronique des événements courants. Le 25 août 1968 participe à la manifestation sur la place rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Arrêtée, déclarée « irresponsable », arrêtée de nouveau le 24 décembre 1969, elle est condamnée le 7 juillet 70 à un traitement dans un hôpital psychiatrique spécial. Libérée en 72, elle vit à Paris avec ses deux enfants. Travaille à la revue *Continent* dirigée par Maximov. Entre 2 arrestations, elle a écrit *Midi, place rouge*, un dossier complet de la manifestation.

Efim ETKIND

Il a fait ses études à l'université de Leningrad. Il était professeur à l'institut Herzen de Leningrad et membre de l'union des écrivains de l'URSS depuis 56. Pour avoir aidé Soljenitsyne, Efim Etkind est renvoyé de ces instituts le 25 avril 74 et, le même jour, à la fois dépossédé de ses titres universitaires et exclu de l'union des écrivains.

Contraint de quitter l'URSS le 16 octobre 74, il est nommé professeur de littérature russe à l'université de Paris X Nanterre et soutient sa thèse d'Etat en Sorbonne en juin 75.

Efim Etkind dédicacera son livre *Dissident malgré lui*.

D'autres dissidents seront également présents.

Cette journée se déroulera comme suit :

- de 16 h à 19 h : forums, vente du livre, dédicace, exposition.
- de 20 h à 22 h : meeting-débat.
- de 22 h à 23 h : chanteur Serge UTGE-ROYO (chanteur anarchiste).

Les groupes anarchistes Jacob Emma Goldman Courbevoie-Colombes et la liaison étudiante de Fresnes-Antony organisent

DIMANCHE 11 JUIN de 13 h à 20 h

à la MJC de Courbevoie UNE FÊTE CONTRE LES FICHAGES ET POUR UNE PEDAGOGIE LIBERTAIRE

Entrée gratuite Animation-débats-garderie 184, Bd St-Denis à Courbevoie (métro : Pont de Levallois et gare de Becon-les-Bruyères)

Directeur de la publication Maurice LAISANT

Commission paritaire n° 56 635 ROTO - Group 78 93 - St-Denis Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977 Diffusion SAEM Transport Presse Routage 205 - Publi Routage

Le groupe anarchiste Premier Mai Le comité Malville Le groupe femme Le groupe antimilitariste Le comité anti-Outspan Révolution non-violente Amnesty International organisent

DIMANCHE 25 JUIN de 10 h à 19 h

UNE FÊTE A POISY

(près d'Annecy) Cette fête comprendra des animations multiples Pièce de théâtre Montages vidéo (Argentine 78, Malville) Un débat sur les prisons et les quartiers de haute sécurité animé par Serge Livrozet (à la demande du groupe anarchiste Premier Mai) Le groupe Premier Mai tiendra un stand pendant la durée de cette fête stand intitulé FÊTE LA VOUS-MÊMES

Le groupe libertaire Eugène Varlin organise

MARDI 13 JUIN à 20 h 30

une réunion-débat

LES ANARCHISTES FACE A LA DICTATURE EN ARGENTINE (projection d'un film)

Salle du patronage laïque 72, avenue F. Faure Paris 15° (métro : Boucicault)

Le groupe libertaire de Savigny organise les

8, 9 et 10 JUIN

salle près de la mairie de Savigny

DES JOURNÉES D'EXPRESSION ANTIMILITARISTES

Animations, interventions et soirée-débat le 10 juin

Une affiche disponible FACE A LA COALITION DES ETATS POLICIERS



SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

FEDERATION ANARCHISTE 3 rue Ternaux Paris 75011 adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes

Cette affiche est en vente à Publico au prix de 0,40 F l'unité au-delà de 10 exemplaires. Au dessous de ce chiffre, 1 F l'unité. Adresser vos commandes et règlements à Publico, Relations Internationales, 3 rue Ternaux - Paris 11°.

Il reste encore des affiches (40x60) appelant à la fête contre les fichages devant se dérouler à la MJC de Courbevoie le 11 juin.

Les gens intéressés peuvent venir les prendre pour les coller dans leur quartier ou près de leur école, au local du groupe E. Goldman, 51, rue de Lappe à Paris 11°.

Les camarades de Nantes intéressés par la formation d'un groupe peuvent prendre contact avec la liaison Nantes en écrivant aux R.I. qui transmettront.

Afin de rendre service aux groupes dans leur propagande, animer le journal, il est utile que se forme une coordination des dessinateurs anarchistes.

Ecrire aux R.I. qui transmettront.

Les militants FA du Nord appellent les libertaires, sympathisants et lecteurs du *Monde libertaire* à les contacter en vue de l'extension du mouvement libertaire dans le Nord et de la création d'un groupe dans le Valenciennois et ses alentours.

Supplément d'information

Le poster présenté dans notre dernier numéro représente l'anarchiste italien Errico Malatesta durant une grève de la faim. Un court texte en italien l'indique au bas du poster.

LE MONDE LIBERTAIRE Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		Sous pli fermé		Etranger	
France	35 F	55 F	40 F	80 F	150 F
6 mois	65 F	110 F	80 F		
12 mois	125 F	210 F	150 F		

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez vous

BULETIN D'ABONNEMENT à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

LE DÉLIT D'OPINION

le combat d'Amnesty International

La violence d'Etat ou de certains groupes d'oppression sur des personnes se montrant en désaccord, politiquement ou religieusement, s'est souvent (pour ne pas dire toujours) pratiquée au fil des temps. Le délit d'opinion a toujours été tenu à l'écart, comme s'il dérangeait.

En 1961, sur l'initiative de Peter Benenson (un avocat britannique), se groupèrent des personnes décidées à faire la lumière sur les tortures, crimes, déportations, sévices d'ordre politique, religieux ou racial, à l'Est comme à l'Occident.

LE DEVOIR D'ÊTRE HUMAIN

Ce groupe vit le nombre de ses sympathisants augmenter, et devant la nécessité d'entreprendre quelque chose, il fonda un « mouvement international de défense de la liberté d'opinion et religieuse », ayant comme objectif ultime de « contraindre les gouvernements à l'humanité ». Ce fut Amnesty International.

Cette association regroupe, aujourd'hui, 300 000 membres sur 78 pays. Son rôle n'est pas que de dénoncer mais également d'agir (si dénoncer n'est déjà pas agir). Ainsi, de 1974 à 1976, 3859 prisonniers politiques furent pris en charge par 2000 groupes d'adoption (voir plus loin leur signification) et 1599 ont pu être libérés par leurs soins.

Cependant l'an 1977 a vu une recrudescence des détentions arbitraires, des tortures, sévices de toutes sortes (voir articles précédents du ML sur ce sujet). Cela pour expliquer le travail nécessaire que même Amnesty International par ses recherches, ses dénonciations...

LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET LES LIMITES DE L'ASPECT LÉGALISTE

Amnesty International demande l'observation et le respect des articles de la déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). En particulier, on peut citer :

— nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (art.5 de la DUDH).

— nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu, déporté (art.9 de la DUDH).

— toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion,...

— tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions (art.1 de la DUDH).

L'action d'A.I. se base sur :

— la légalité : application du droit et développement d'institutions juridiques internationales.

— l'impartialité : lutte contre la violation des droits de l'homme, quel que soit le système politique, économique et social.

— la personnalisation : chaque membre peut devenir « responsable » de prisonniers.

— l'internationalisme : les groupes d'adoption adoptent les exilés des autres pays que celui dans lequel ils se trouvent.

Ce caractère legaliste est, certes, la base des difficultés que rencontre Amnesty International auprès des Etats dictatoriaux. En effet, faire confiance aux structures légales de chaque pays entraîne obligatoirement sinon l'impossibilité tout au moins, de sérieuses limites à la liberté des personnes arbitrairement incarcérées.

Et si tant de prisonniers, de par le monde, doivent leur libération à Amnesty, il faut avouer que beaucoup de démarches n'ont jamais abouti. C'est ce côté legaliste que les anarchistes refusent car on ne peut se servir de lois qui permettent, en même temps, aux dictateurs de faire peser le poids de leur tyrannie sur le peuple et les travailleurs de ce pays.

AMNISTIE TOTALE

La défense de la liberté ne souffre d'exclusives et c'est pourquoi la Fédération Anarchiste (voir ML n°270) déclarait « s'associer à toute campagne de pétition et de popularisation en vue d'appuyer une demande d'amnistie » en Argentine. L'Argentine n'a pas le privilège des prisons comme le prouvent à l'heure actuelle des pays comme le Pérou, l'Espagne, la Chine ou la Russie. Dans ce dernier pays notamment nous venons d'assister à la condamnation du physicien dissident Youri Orlov : Amnesty International a appelé au boycott du 7^e symposium soviéto-américain de physique nucléaire qui avait lieu à Moscou du 22 au 26 mai.

Valentin Tourtchine (ancien président du groupe moscovite d'Amnesty) propose également d'organiser un boycott en cas de condamnation de l'informaticien Tchcharanski. D'autre part nous savons que le biologiste Serge Kovalyov est toujours en prison depuis 1975 et c'est pour cela que le comité de défense des biologistes prisonniers d'opinion appelle au boycott du congrès international de génétique qui doit se tenir à Moscou du 21 au 30 août prochain. Une campagne de pétitions est actuellement lancée en France et à l'étranger : les signatures sont recueillies par C. Caussanel, laboratoire de physiologie des insectes, université Paris VI, quai St-Bernard, Paris 5^e. Le groupe Pinelli de Villeneuve St-Georges appelle au boycott du congrès de Cancérologie en Argentine en août 78, etc.

Madrid, Buenos Aires, Moscou, Le Cap, Lima, Stammheim : solidarité envers les détenus sans exclusive!

GÉRARD DUPRÉ

LES GROUPES D'ADOPTION LE CONCRET DE L'ACTION

Ces groupes, constitués de 10 à 40 personnes, prennent en charge trois prisonniers.

Pour obtenir leur libération, le groupe informe d'abord l'opinion publique, prend contact avec les autorités responsables pour protester, apporte par courrier un soutien moral ou financier au prisonnier et à sa famille, participe à la défense judiciaire.

En plus de l'action de ces groupes, Amnesty a envoyé, de 1961 à 1970, 24 missions en 12 pays, et, de juin 1974 à mai 1975, 38 missions ont été effectuées, pour mener enquêtes, recherches, pour discuter avec les gouvernements incriminés, pour assister aux procès (quand il y en avait!)

LES CAMPAGNES INTERNATIONALES

Ce procédé a été utilisé pour mettre à jour des vérités soigneusement cachées et pour informer le plus largement possible l'opinion publique.

1974-1975 : année internationale de la femme, campagne pour l'Uruguay (une pétition recueillie 350 000 signatures).

1975-1976 : campagne pour l'abolition de la torture auprès de 12 pays.

1978 : campagne internationale pour l'abolition de la torture. Amnesty axe également sa lutte contre la peine de mort quel que soit le délit.

Pour être tout à fait impartial, il est à noter que Amnesty a eu le tort de séparer son combat de celui des autres prisonniers dont on parle moins mais qui souffrent dans la solitude de leur cachot. Ce sont les prisonniers de droit commun. Il est difficile de parler seulement d'une partie d'un problème qui est en fait le régime carcéral et le système de « punition » de la société (par l'incarcération, la torture ou la mort).

Il est dommage de réserver l'audience, actuellement importante, d'une telle association, à la seule dénonciation des emprisonnements à caractère politique. Les détenus communs ont droit, eux aussi, à la parole. Mais ils sont beaucoup trop marginalisés par les « justiciers » de cette société pour intéresser une quelconque organisation. Nous ne pouvons qu'espérer que les groupes de défense des prisonniers arrivent à s'imposer par leur travail dans les prisons. Ce qui se passe, dans les prisons du monde, doit être mis au grand jour. C'est peut-être un rêve, mais un rêve peut devenir réalité : il suffit parfois de peu pour ébranler les institutions.

Quoi qu'il en soit, il est déjà intéressant de constater les résultats d'Amnesty International. Les campagnes internationales et les recherches d'A.I. ont permis de dénombrer un million, au moins, de prisonniers politiques détenus dans 110 pays sur les cinq continents! Parmi eux, faut-il, une nouvelle fois, citer : le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, l'Afrique du Sud, l'URSS, l'Indonésie, l'Iran,

le Maroc et même la « glorieuse Albion » pour les événements d'Irlande (la liste n'est pas limitative).

Ces campagnes ont pu sauver la vie de quelques prisonniers.

Lorsqu'on regarde ce que représentent ces 17 années d'existence, on ne peut garder sous silence ce combat contre tout ce que l'homme peut subir

par la seule faute de son opinion, sa religion, sa race.

On ne peut être en désaccord avec ce que déclare un membre d'A.I. : « Ce n'est pas ce qui se passe dans la tête d'un prisonnier d'opinion qui intéresse Amnesty, mais uniquement ce que l'on fera de cette tête ».

Philippe
(groupe de Grenoble)

Dix ans après l'assassinat de Luther King
LES NOIRS AMÉRICAINS

Le 4 avril 1968, le pasteur Martin Luther King était assassiné à Memphis. On est en droit, certes, dans les milieux libéraux, d'émettre certaines réserves sur la personnalité du prix Nobel de la paix 1964, et sur les arrière-pensées politiques et religieuses qui ont pu être les siennes, mais il serait difficile (et stupide), cependant, de nier que Luther King ait joué un rôle essentiel dans le développement de la lutte pour les droits civils des Noirs américains.

Ayant emprunté à Thoreau l'idée de la « désobéissance civile » et à Gandhi sa doctrine de la « non-violence » (qui n'a jamais signifié pour lui « non-résistance », bien au contraire), M.L. King avait réussi à mettre en place, dès 1956, une organisation de combat (limitée par son caractère confessionnel) : la « Southern Christian Leadership Conference (SCLC), dont les ressources provenaient en grande partie du produit des quêtes réalisées dans les églises où King prêchait le dimanche. Peu à peu, la SCLC s'est transformée en un véritable mouvement de masse, et le pasteur est parvenu à rassembler des foules imposantes et à organiser des marches de plus en plus nombreuses contre la ségrégation raciale, en dépit de quelques échecs qui ne le firent nullement céder au découragement.

Dès 1960, les « sit-ins » et les occupations sur le tas se multiplient, dans les établissements où les Noirs ne sont pas admis, et en novembre 1961, la Cour Suprême accepte d'invalidiser la ségrégation dans les restaurants. Les méthodes non-violentes, toutefois, se révèlent peu efficaces pour forcer l'entrée des étudiants de couleur dans les universités. L'intégration du jeune noir James Meredith à l'université du Mississippi provoqua une grave émeute. Pendant l'été 1963, M.L. King choisit Birmingham, bastion du racisme dans l'Alabama, pour organiser des manifestations silencieuses et pacifiques. La police y répond par une sauvagerie répression, et l'affrontement violent entre les deux communautés ne peut alors être évité. Un des points culminants du mouvement sera la grande marche sur Washington, fin août 63, où 250 000 personnes, Blancs et Noirs mêlés, se regroupent devant le mémorial de Lincoln.

La loi sur les droits civils est enfin signée le 2 juillet 1964, et paradoxalement, elle marque la fin de la période « non-violente » de la révolte noire ; les

USA vont connaître alors plusieurs étés successifs fort agités, principalement en 1965, avec les émeutes du quartier de Watts à Los Angeles, et en 1966, avec l'éclatement de troubles dans toutes les grandes cités industrielles du Nord et du Centre : Cleveland, Detroit, Chicago, Omaha, etc. Le prestige de M.L. King décroît sensiblement, et on assiste parallèlement à l'avènement des partisans du « Black Power », à la suite de l'assassinat de Malcolm X. Nous arrivons à l'époque des « Black Panthers », qui s'inspirent plus ou moins des guerillas cubaines et latino-américaines. Mais l'impitoyable répression policière et un certain confusionnisme, dû autant à la multiplication des groupes, à leur sectarisme, qu'à une récupération religieuse et à un racisme à rebours, auront bientôt raison des rebelles du « pouvoir noir ».

Aujourd'hui, dix ans après la disparition de King, une constatation s'impose : les inégalités économiques entre les deux communautés demeurent, et le racisme est toujours aussi tenace. Il faut se rendre à l'évidence : l'intégration raciale est restée purement formelle. La grande majorité des Noirs continue à vivre dans la pauvreté ; la moyenne nationale de leurs revenus ne représente que 65% de celle des familles blanches. Quant au chômage, en dix ans, il a doublé chez les Noirs, et plus spécialement parmi les jeunes entre 18 et 21 ans, où il dépasse 40%. Dès lors, le terrible engrenage misère-ghetto-pillage-violence-drogue-agressions-répression, est hélas inévitable. Les organisations noires semblent impuissantes à mobiliser leurs militants contre cette situation tragique, et préfèrent se préoccuper d'abord des luttes anti-apartheid en Afrique Australe, alors que le problème du sous-développement et de la décolonisation aux Etats-Unis d'Amérique mêmes, est malheureusement loin encore d'avoir été résolu.

Bernard LANZA

Cambodge - Procréation programmée

Décidément, les communistes cambodgiens aiment à se singulariser, et alors que, dans d'autres Etats « socialistes », les jeux amoureux sont strictement réglementés, d'une part pour ne pas venir dissiper les travailleurs et ralentir la production, d'autre part pour respecter le plan de limitation des naissances, les dirigeants Khmers, eux, se sont fixés pour objectifs de faire passer, en quinze ans, la population du pays de sept à vingt millions d'habitants, ce qui nécessitera un effort considérable, en tenant compte du nombre de citoyens « contre-révolutionnaires » qui ont déjà disparu et continuent à disparaître dans les gèoles et les camps du goulag cambodgien.

Il serait intéressant de savoir ce que pensent les « camarades » chinois de l'initiative de leurs voisins de Pnom-Penh, car au pays de la « pensée-Mao-Tse-Toung », il n'est pas question de faire des galipettes en dehors des normes prescrites par le Parti.

Homos - l'Eglise « récupère »

On sait que la morale chrétienne considère l'homosexualité comme une dépravation, et que la majorité des pratiquants repoussent avec horreur ceux qui s'adonnent à ce « vice ». Or, certains évêques, comme par exemple Mgr Lheureux, sont beaucoup plus indulgents vis à vis de ces « pêcheurs », qui souhaitent vivre leur sexualité dans la foi chrétienne.

A Nantes, fin avril, le mouvement « David et Jonathan », qui regroupe des chrétiens homosexuels, dont des prêtres, a revendiqué la possibilité pour ses membres de vivre leur foi et une « morale de l'amour » dans la situation spécifique qui est la leur. L'Eglise catholique est en pleine crise, elle tente par tous les moyens de redresser la barre, et elle a besoin pour y parvenir de « s'adapter », et de paraître plus « libérale », ce qui a pour conséquence d'aviver la colère des « intégristes » qui dénoncent dans cette mise à jour récupératrice une trahison éhontée de l'enseignement du Christ.

Bernard LANZA

Une perle... rouge

Petite phrase lue dans le quotidien *Rouge* du 1/6/78 : « Longtemps nous avons attendu du côté de la case ourrière la goutte d'eau qui mettrait le feu aux poudres... » Probablement du côté où l'étincelle fera déborder le vase !...

J. SANTIÉ

Baisse un peu la radio on l'entend d'en bas...

C'est donc pour infraction au monopole des Télécommunications que Radio-93 aura pu être condamnée à 5000 F d'amende pour J. Ducarroi, 3000 F pour Y. Huriez et autant pour G. Deharbe (appel au jugement a été fait). « A contrario radical de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier dans l'affaire de Radio-Fil bleu » (M^e Tubiana, défense) - la radio giscardienne ou un non-lieu avait été obtenu.

Radio-Fil bleu, Radio-93. Deux poids, deux mesures. La balance penche toujours du même côté ; une justice en forme de couilles.

Correspondant St-Denis

en bref... en bref...

L'Union pacifiste organise samedi 10 juin à 20 h 30, « Le point sur l'objection de conscience », au centre laïque R. Vurer, 57 boulevard Heurteloup à Tours.

L'Union rationaliste informe que le vendredi 9 juin à 20 h 30 se déroulera, au Moderne Palace Hotel, 8 place de la République à Paris, le spectacle d'illusionnisme de Mystag.
Prix d'entrée : 20 F.

Les indigences de l'Education Nationale

A la veille des vacances, il est intéressant de tirer quelques conclusions du mouvement de grève qui a affecté cette année les Ecoles Normales.

Si ce n'est quelques vagues promesses, les normaliens et normaliennes n'ont rien obtenu. Il paraît que M. Beullac, nouveau ministre de l'Education, s'intéresse au dossier des Ecoles Normales. On attend ce qui en ressortira. Qui osera un jour compter les réformes en matières d'enseignement ?

Redoutant un « débordement anarchique des structures syndicales », le SNI a montré très clairement qu'il se fiche d'élèves-maîtres non titulaires. Le SGEN, par contre, a soutenu d'un bout à l'autre les revendications des normaliens.

Sur quoi portaient ces revendications ? Essentiellement sur la formation. Ou plutôt l'absence de formation.

En faisant voter la loi organisant l'instruction primaire (1883), Guizot, ministre de Louis-Philippe, prévoyait la mise en place d'un réseau d'écoles « normales » chargées de former les maîtres de l'enseignement public. Mais c'est à partir de la III^e République, en 1871, que virent le jour les « écoles normales d'instituteurs » dont le statut, préparé par Jules Ferry, fut adopté en 1886. L'Ecole, en tant qu'appareil d'Etat, est désormais acquise. L'instituteur a une fonction de police, il représente l'Etat et enseigne son idéologie. C'est pourquoi les gouvernements successifs vont se servir de l'Ecole comme instrument de propagande. Provençale, ma famille se souvient encore des instituteurs qui punissaient ceux qui parlaient la langue de leurs pères.

Aujourd'hui, le gouvernement en place s'est vu reconduire par l'ensemble du corps électoral et peut, par conséquent, pratiquement tout se permettre. Ainsi l'incroyable train de hausses tout azimut, les interventions militaires néo-colonialistes, les diverses opérations de répression qui s'abatent ostensiblement sur tout ce qui est libre et intelligent, etc. Le gouvernement sert l'Etat, cette entité monstrueuse qui dévore tout et s'imisce partout. Une discipline de caserne régit désormais le monde « libéral ».

Actuellement, l'économie capitaliste a besoin d'ouvriers non qualifiés, de main-d'œuvre docile et bon marché. Les spécialistes, les diplômés ne sont plus rentables car ils n'ont pas assez de souplesse pour cette crise où les exploiters naviguent à vue.

Les chômeurs sont, pour la plupart, hautement qualifiés dans une branche précise et, généralement, victimes des sabordages de pans entiers de l'économie (sidérurgie, textile, bâtiment, etc.) que pratique un gouvernement scléroté. Les chômeurs, en outre, sont de médiocres consommateurs. Ils sont donc les parias de nos systèmes et beaucoup d'entre eux, à tort, se ressentent comme

tels. Dans une société qui se veut de loisirs, de bien-être, et dont le caractère avancé du libéralisme n'est plus à vanter, le chômage est une plaie qu'il est difficile de cacher et qu'on ne peut, politiquement, oublier.

Pour toutes ces raisons, il devenait nécessaire de stopper la production de futurs chômeurs et donc de bâcler l'enseignement public. Le professeur agrégé est une perle rare. Dans les collèges, les PEGC (instituteurs améliorés) remplacent massivement les professeurs certifiés. Les IPES sont supprimés. Le métier d'enseignant est dévalorisé. Et dans les Ecoles Normales, la formation professionnelle est un mythe ou une formule administrative.

L'Etat veut des enseignants médiocres qui se contenteront de prodiguer un enseignement édulcoré et fratel. Les générations à venir auront donc un savoir limité et se verront dotées d'un sens critique très émoussé. Le « SMIC intellectuel », cher à M. Haby, ex-ministre, aura pour corollaire l'apparition de nombreux smicards économiques.

De cette manière, plus de problèmes, les exploiters s'en sortiront gagnants et l'Etat renforcé dans son ignominie. Les fils à papa, quant à eux, iront dans des écoles privées (ce qui explique la hâte de M. Haby pour faire adopter les décrets d'application de la loi Guerneur d'aide à l'enseignement privé).

La misère de l'éducation n'est que l'éducation de la misère. Il faut en être conscient afin d'enrayer la dégénérescence programmée. Pour cela, dans les Ecoles Normales, il faut briser les relations stéréotypées et créer de véritables communautés de travail et de recherche pédagogique où chacun aura son rôle à jouer, y compris les professeurs-formateurs. Afin d'éviter la mystification idéologique, il convient de se poser la question du contenu véritable de l'enseignement.

Francisco Ferrer, Paul Robin, les éducateurs libertaires de Hambourg nous ont montré une voie qu'il faut à nouveau investir pour progresser vers une pédagogie de la liberté.

Face aux subversions de l'Etat, nous devons agir dès maintenant car, comme le disait Bakounine, « les enfants ne sont ni la propriété de personne : ils ne sont ni la propriété de leurs parents, ni la propriété de la société. Ils n'appartiennent qu'à leur future liberté ».

Bernard HAPPY

Abonnez - vous

La paix-alibi

L'étonnement suscité par les facteurs de tension qui se sont faits jour ces derniers temps au niveau international, nous surprendra toujours. Comment ne pourrait-elle ne pas exister, cette tension, quand on connaît l'état de la situation mondiale ? Non seulement dominée principalement par les deux grands blocs mais aussi par cet agrégat de moyennes et petites puissances que divisent les intérêts égoïstes respectifs. Dernier exemple en date, l'Afrique!

Le conflit du Shaba fut éditant. Non pas par le faux humanisme qui agita les gouvernements français et belge et qui servit de faire-valoir à leur intervention, mais par l'importance stratégique... et économique du continent africain vis-à-vis des pays occidentaux et en particulier européens.

Stratégiquement, la mainmise de l'Urss sur l'Afrique enserrerait au sud l'Europe occidentale déjà coincée à l'Est par les pays socialistes satellisés. Militairement parlant, on imagine fort bien les conséquences qu'impliquerait une telle situation. De même qu'économiquement, si une telle zone d'influence venait à se créer, on pourrait à terme considérer cette situation comme l'étranglement industriel de l'Europe.

le bloc soviétique. Bon gré mal gré dans ce processus continu de dépendance politico-économique, l'Afrique reste encore mal partie.

D'autre part, comment cette tension ne pourrait-elle pas ne pas être maintenue s'il n'existait pas cet équilibre de la terreur par les armes ? L'apôtre de la paix - Giscard - ne changera rien à l'affaire car, en ce domaine, la France excelle. Rien de sérieux n'est sorti de son discours à l'ONU. Si, pardon, peut-être sa proposition de constituer des armées régionales. A condition qu'elles remplacent les armées nationales ce qui, dans cette éventualité, pourrait probablement réduire les risques de conflits. Etant entendu que l'intervention d'une armée supra-nationale peut sembler à priori plus difficile s'il n'existe pas le consensus nécessaire de toutes les nations qui la composent. Mais d'une part, tel ne semble pas être la directive du projet de « notre » président et, en second lieu, il existe un précédent au Moyen-Orient avec les forces armées arabes. Même si l'exemple est loin d'être parfait, il fut et nous avons pu voir ce qu'il valait.

Et pour ne citer que cette région, combien révélatrice de l'idée giscardienne, on imagine mal Israël s'associer



En effet, outre le facteur stratégique essentiel, l'intervention de la France et de la Belgique, et l'aide du Maroc au gouvernement zaïrois s'expliquent par la richesse du sous-sol que ce pays recèle. Le Shaba c'est 7% de la production mondiale de cuivre, c'est les 2/3 de disponibilité du cobalt. Avec le cobalt, ce serait notamment toute la construction aéronautique qui serait atteinte. C'est aussi cela la bataille du Shaba : la lutte pour contrôler les marchés des matières premières. Et l'Afrique, on le comprend, reste convoitée pour toutes ces raisons.

Hier c'était l'Afrique du Sud, le Sahara espagnol, la Mauritanie, le Tchad, aujourd'hui le Zaïre et demain qui du Sénégal, du Gabon, de la Guinée ?... Nul doute que ce n'est que le début des appétits des grandes puissances qui n'entendent pas partager le gâteau avec des nouveaux venus, voire se le faire confisquer par

aux pays arabes pour constituer cette armée régionale. Dans l'hypothèse purement fictive de réalisation de ce projet, les pays arabes du Moyen-Orient auront sans doute leur force armée et Israël dans tout cela ? La sienne très certainement...

Non vraiment, de qui se moque-t-on ? Des pacifistes authentiques pardieu ! Il va sans dire que l'impact du discours de l'ONU ne s'adressait pas à ceux-ci mais à tous les non-alignés, tous les pays en voie de développement pour donner de la France l'image d'un pays qui soutient la veuve et l'orphelin. Le cœur sur la main, la France est prête à les aider sous réserves bien sûr - et que cela reste entre nous - qu'ils se situent dans l'orbite de nos intérêts généraux, c'est-à-dire de tous les mercantis qui nous rançonnent. Mais vous comprendrez aisément qu'il n'était pas possible de dire cela comme ça...

Roland BOSDEVEIX

Nucléaire et armée Nucléaire et militarisation

NUCLÉAIRE

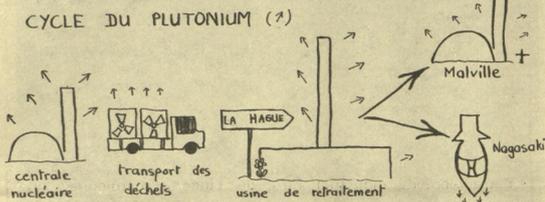
ET MILITARISATION

La France se nucléarise, c'est le progrès dit-on. Chose curieuse, tout comme notre société dont elle fait malheureusement partie, l'armée aussi évolue (tout en gardant naturellement ses traits immuables à tous les militarismes comme la hiérarchisation stricte et l'autorité qui président aux rapports entre militaires). Chose encore plus curieuse, il y aurait des rapports entre l'armée et le nucléaire qui s'y développe. Voyons de plus près de quoi il retourne.

NUCLÉAIRE ET ARMÉE

Le nucléaire est au service du nucléaire militaire

Des centrales nucléaires ont retiré un certain nombre de combustibles irradiés appelés déchets radioactifs. L'usine atomique de La Hague (Manche) a pour principale fonction d'extraire le plutonium des déchets qui arrivent des centrales nucléaires. Ce plutonium sert ensuite de combustible aux sur-régénérateurs comme celui, en construction, de Malville, ou bien à la confection de bombes atomiques.



Il faut 6 à 7 kilos de plutonium pour faire une bombe. Le retraitement des déchets en vue d'obtenir la force de frappe atomique est à la portée de tous les pays possédant une centrale nucléaire et un niveau technique suffisant. Notons au passage que la France est, avec l'Allemagne, le seul pays à vendre à l'étranger des usines de retraitement (comme celle de La Hague) qui permettent l'extraction industrielle du plutonium utilisable pour fabriquer des bombes atomiques H.

Si 7 pays possèdent actuellement leur bombe (Chine, USA, URSS, Grande-Bretagne, Inde, Israël et France), 47 pays possèdent déjà des centrales nucléaires ou des petits réacteurs de recherche qui leur fournissent ainsi suffisamment de plutonium pour produire la bombe. La prolifération des armes nucléaires se réalise actuellement par la prolifération des centrales nucléaires (souvenons-nous de l'Inde qui, malgré ses accords, a fabriqué sa bombe atomique avec les « déchets » provenant de la centrale nucléaire qu'elle venait d'acheter au Canada).

Pendant qu'EDF met le nucléaire civil (plutonium) au service de l'armée, le CEA travaille officiellement à 41% pour l'armée. L'interdépendance du civil et du militaire est totale : l'électro-fascisme est en marche quand on ne sait plus dire où s'arrête le domaine civil et où commence le domaine militaire.

Qu'implique l'armement nucléaire ?

En France, 31% du budget de la défense dite nationale sont alloués à la force de frappe atomique.

— La défense indépendante de notre pays repose fondamentalement sur l'armement nucléaire.

— A l'ère nucléaire la paix repose sur la terreur : c'est le principe de la stratégie de dissuasion (si tu me casses un carreau, je te démolis ta maison).

— La force de dissuasion est un épouvantable chantage à la destruction. Les USA, l'URSS, la Chine et la France disposent de quoi anéantir plusieurs milliers de fois toute vie humaine sur la terre.

— Avec l'arme nucléaire la décision finale revient au seul chef de l'Etat, transformé pour l'occasion en « presse-bouton ». C'est la réalisation du rêve des plus grands dictateurs de l'histoire (Hitler, Staline, Napoléon, etc.) : avoir le sort de l'humanité dans ses mains. Une telle « politique » de défense enlève tout contrôle, tout pouvoir de décision aux individus, pas d'autogestion possible.

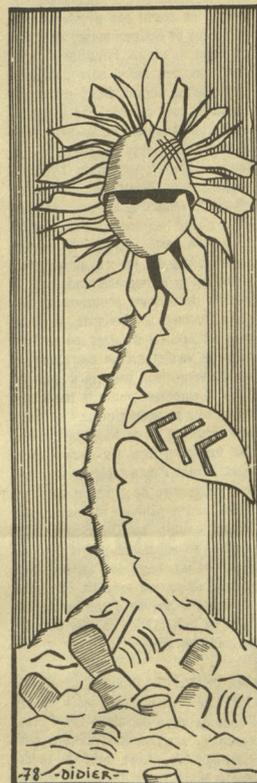
— De plus, l'arme nucléaire accroît la domination des pays peu industrialisés, sert directement les intérêts des capitalistes français et soutient à plus large échelle l'impérialisme mondial des USA, de l'URSS, de l'Allemagne, etc. Ce mécanisme accroît la dépendance de nombreux pays vis à vis des puissances nucléaires.

L'armement nucléaire de la France

La France dispose d'une gamme variée d'armements nucléaires :

- missiles des sous-marins nucléaires.
- missiles stratégiques du plateau d'Albion (qui sont déjà démodés).
- bombes atomiques portées par avion (Mirages IV, Jaguar, Super-Étendard).
- missiles Pluton transportables (chars AMX 30).

Le choix de la stratégie nucléaire entraîne une série de fabrications sophistiquées (Mirages, radars, sous-marins, missiles, etc.) qui amènent des surprofits pour quelques capitalistes (Dassault) aidés par le gouvernement.



La course à la puissance nucléaire et politico-militaire aboutit à rendre l'Etat et son instrument, l'armée, toujours moins contrôlables par la population, et leur donne au contraire les moyens de surveiller, téléguider, réprimer et mobiliser toujours plus efficacement les gens.

Les anarchistes doivent aler-

Une lutte non dirigée par la C.G.T. est-elle une mauvaise lutte ?

Les clavistes d'« Aigles » ont gagné » titrait Libération du lundi 29 mai. En effet, après 3 semaines de grève, la direction du groupe « Aigles » (Le Progrès, Dernière heure lyonnaise) a cédé : les 200 clavistes (répartis sur St-Etienne, Lyon et Grenoble) voyaient leur salaire augmenté de 300 à 400 F. Victoire des travailleuses ? Rappelons qu'elles réclamaient 1000 F d'augmentation par mois et la reconnaissance de leur qualification...

En effet, dans la région lyonnaise le patronat du Livre avait réussi un coup de maître : il avait peu à peu réussi à remplacer par des dactylos sous-payées les linotypistes qualifiés et de plus syndiqués. Et cela grâce à l'introduction du matériel moderne qui, selon les patrons, n'a besoin que d'une main-d'œuvre sans qualification, le rêve enfin réalisé ! Prenant des non-professionnels, réussissant leur implantation dans la Presse, ce « bastion » du Livre, le patronat pouvait se frotter les mains. Mais ces anciennes dactylos, brèche dans la « corpo », se mettent en grève, réclamant une augmentation de salaire et la reconnaissance de leur qualification (dactylo-correctrice). N'oublions pas que les linotypistes avaient (et ont encore) 4 ans de formation professionnelle et un salaire bien supérieur aux 2400 F de base que touchaient les clavistes.

Cette lutte est donc exemplaire ; des travailleuses, sans tradition de lutte, prennent conscience de leur exploitation et se mettent en grève avec des objectifs précis. Or la CGT, la FFLL plus précisément, a soutenu du bout des lèvres. Par exemple les rotativistes de Chassieu auraient pu bloquer la parution des journaux, souvent trop blanchis (avec des textes composés à l'extérieur...) ou avec des textes tapés à la machine. C'est le premier réflexe d'un travailleur conscient travaillant dans une imprimerie où un secteur est en grève. Non, ils acceptaient d'imprimer les journaux dont la « frappe » avait été effectuée par des jaunes. Ces messieurs (CGT, CFDT, FO réunis) attendaient « l'ordre » de grève ! On croit rêver, il y en a qui appellent encore ça du syndicalisme... La grève a été une petite victoire, mais si elle avait été une défaite, cela aurait été sans nul doute la faute de la FFLL.

Il est vrai que les clavistes ne sont pas toutes syndiquées, et quand elles le sont c'est souvent à la CFDT... Tout s'explique, le voile se déchire, la lutte n'est pas dirigée par la CGT, donc elle n'est « pas claire ». Le désaveu n'a pas été officiel, bien sûr, mais la réticence de la direction de la FFLL à soutenir concrètement la grève a été des plus éloquentes. C'est que tous les soirs il y avait à Chassieu assemblée générale des grévistes (chaque centre étant relié aux autres par voie téléphonique, chaque décision étant prise après consultation

de chaque groupe), comme aussi à Grenoble, mais pas à St-Etienne où la CGT était majoritaire...

Les travailleurs du Livre de la région de Lyon auraient dû obliger leurs dirigeants à soutenir sans réserves la lutte des clavistes. L'avenir de la « profession » est bien sombre. Déjà dans le Livre les grosses entreprises disparaissent les unes après les autres, de nouvelles imprimeries entièrement équipées en photocomposition et où les non-professionnels sont la majorité et les conditions de travail « ignorant » tout des qualifications professionnelles. Pour les anarcho-syndicalistes du Livre, l'avenir n'est pas beaucoup plus rose que pour l'ensemble des travailleurs de la profession. Les vieux syndicats professionnels CGT (chambre typo, syndicat des mécaniciens-linos, syndicat des correcteurs, etc.) liés au vieux matériel, seraient « pressentis » pour se fondre dans un syndicat d'industrie unique*, au profit de qui nous savons. A la CFDT (livre papier carton, services, commerce) beaucoup de permanents syndicaux n'ont jamais travaillé dans le Livre, voire pas beaucoup travaillé dans leur vie... (c'est à la mode à la CFDT « on » fait des études et après « on » est permanent syndical). A FO les dernières positions de la confédération d'A. Bergeron (ancien secrétaire de la chambre typographique de l'Est) dans le conflit du Parisien libéré n'ont pas fait de l'adhésion à FO Livre un critère de combativité...

Il nous reste à nous anarcho-syndicalistes, travailleurs du Livre, à nous armer face à la nouvelle attaque des patrons : le matériel moderne. Rien ne sera plus comme avant, il est peut-être nécessaire que nous touchions le fond pour tout recommencer à zéro. Espérons que les travailleurs du Livre des « années 80 » sauront s'organiser en dehors de tous tuteurs, défendant leurs propres intérêts et non pas ceux de nos futurs maîtres. Les anarcho-syndicalistes du Livre seront là pour mener le combat avec tous les autres travailleurs. A Chassieu, comme à Grenoble, un espoir est né.

Jean-Pierre GERMAIN

* Nous sommes pour les syndicats d'industrie qui brisent les luttes sectorielles (cf. IWW aux USA) mais dans le cas présent ce serait le renforcement du PC.

* FFLL : Fédération Française des Travailleurs du Livre

sante d'individus sur l'ensemble des populations. L'espoir d'un monde nouveau passe par la destruction systématique de tout ce qui s'oppose à une réelle reprise en main de notre vie et de nos luttes.

GRUPE DE ST-LO

espagne

Un « syndicat » socialiste financé par la grande banque

La grande braderie des travailleurs a commencé

MADRID - Le gouvernement, présidé par Adolfo Suarez, a avalisé l'Union Générale des Travailleurs (UGT) - syndicat social-démocrate contrôlé par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) - auprès de deux grandes banques allemandes qui ont concédé à ce syndicat un crédit de 10 millions de marks...

Cet aval, passé sous silence jusqu'au 25 mai dernier, date à laquelle la presse madrilène a divulgué l'information, a été négocié entre le secrétaire général du PSOE, Felipe Gonzales, et Adolfo Suarez, au cours des journées où furent signés les pactes de la Moncloa, dont l'acceptation de la part de l'UGT et du syndicat communiste, les Commissions Ouvrières (CC.OO.) laissait entrevoir un pacte social par lequel les syndicalistes professionnels (quantité d'entre eux touchant à la fois un salaire du parti, un autre du syndicat et un troisième des « Cortès ») se compromettaient, face au gouvernement de la Monarchie, à freiner, paralyser, contrôler et maîtriser toute tentative d'insoumission des travailleurs espagnols.

Le gouvernement, présidé par Adolfo Suarez, travaille à l'élaboration d'un projet pour donner à l'UGT un patrimoine financier d'une valeur de 2000 millions de pesetas. Un journal officiel de la banque espagnole affirmait, le 26 mai dernier, que « le gouvernement finance avec générosité l'expansion du syndicat socialiste » car « l'Allemagne et les Etats-Unis verraient s'installer d'un bon œil l'hégémonie du syndicat socialiste en Espagne ».

Pour justifier cet aval bancaire, concédé en échange de la manipulation que l'UGT s'est engagée formellement à exercer contre les travailleurs en signant le pacte de la Moncloa, ainsi que la création d'un poumon financier de 2000 millions de pesetas (capital actif qui, dans le cadre de l'économie espagnole, est comparable à celui des grands monopoles capitalistes) que le gouvernement concède à un « syndicat » (fait sans précédent dans l'histoire tragique du mouvement ouvrier), la bureaucratie syndicale prétend qu'il s'agit là de la restitution d'« une part » du patrimoine de l'UGT, réquisitionné par le général Franco à la suite du soulèvement militaire des généraux fascistes contre le gouvernement légalement constitué de la République.

Un tel argument est difficilement défendable ; il est suffisamment prouvé, historiquement, que la Confédération Nationale du Travail (CNT, anarcho-syndicaliste) possédait des biens matériels nettement supérieurs à ceux de l'UGT, en imprimeries, locaux, patrimoine immobilier. Cependant, contrairement à la CNT, unique syndicat qui a dénoncé ouvertement la trahison qui était menée contre les travailleurs par la signature du pacte de la Moncloa, une vaste campagne paramilitaire, policière, de répression administrative et carcérale a été déclenchée : 7 militants sont menacés de la peine de mort ; des rafles policières démantèlent les syndicats, la presse (fidèle collaboratrice du gouvernement) exerce un boycott des activités syndicalistes de la CNT.

Un tel double chernement (financement d'un « syndicat », tentatives d'extermination physique de la dissidence anarcho-syndicaliste à travers la répression) montre avec précision le projet de normalisation-terrorisation des citoyens qui est mené en Espagne.

La nouvelle dictature a déchaîné contre les travailleurs une guerre sociale sur deux fronts : le premier, bancaire, et le second social-communiste. Les prisons bancaires déchaînent et soutiennent, avec une efficacité criminelle, une bataille assassine : un processus inflationniste qui, l'année passée, a atteint la cote de 30%, une logique productiviste qui, monétisant la vie des citoyens, sacrifie leur vie, leur sang, leur chair, sur l'autel de la banque et du papier monnaie.

Les prisons « syndicales » (UGT et CC.OO.) couvrent un front décisif : maîtriser les travailleurs dans les ateliers, les usines, les entreprises, les centres de travail.

Le pacte de la Moncloa s'est vendu, à travers une publicité éhontée et les canaux habituels de massification de la conscience des mass-media, comme une « tentative de stabilisation du processus démocratique ». Les militants anarcho-syndicalistes ont contre-attaqué, depuis les forteresses du syndicalisme révolutionnaire : « il s'agit de la vente des travailleurs au Capital et au Patronat! »

Huit mois plus tard, la presse, par hasard, publie une nouvelle qui on a tenté de taire : le gouvernement avalise un « syndicat » devant la grande banque internationale, qui concède des crédits pour une valeur de 370 millions de marks allemands à l'UGT, précisément dans le même temps où l'UGT et le PSOE offraient comme monnaie d'échange au gouvernement leur contrôle de la classe ouvrière.

Un tel cheminement présente deux aspects :

— l'un purement criminel achat-vente de travailleurs en échange de prêts bancaires, pratique d'un double jeu que le philosophe Louis Althusser (stalinien il y a encore quelques semaines, révisionniste depuis le 25 avril, jour où débuta la parution de sa fameuse série d'articles dans le journal du soir *Le Monde*) a qualifié de « militarisation de la société civile », manipulation et terrorisation des militants.

— l'autre décisivement historique : il s'agit de la collaboration physique, politique, financière, entre un « syndicat » et la grande banque internationale. Le PSOE, ce n'est un secret pour personne, est financé par la social-démocratie allemande que le tribunal Russell définissait, il y a quelques semaines, comme une société paramilitaire, « fascisme blanc, technocratique et productiviste ». L'UGT reçoit une aide financière de millions de pesetas des banques allemandes, ce qu'un porte-parole de la banque espagnole estime être en provenance de certains syndicats nord-américains.

Le Fond Monétaire International, l'instrument le plus efficace du capitalisme de la post-guerre, pour créer les bases d'une accumulation de capital de caractère multinational, a entamé la normalisation-terrorisation du Portugal, contrôlant sa masse monétaire. La banque allemande et américaine capitalise la normalisation-terrorisation de l'Espagne à travers

le financement d'un « syndicat » qui, contrôlant, paralysant, guidant les travailleurs, assure au Capital la base sociale nécessaire pour relancer un processus de systématisation du contrôle des citoyens, la rationalisation de la soumission, jetant, dans la logique productiviste et criminelle du Capital, les bases de la nouvelle société post-franquiste.

La CNT est le seul syndicat qui s'est écarté d'un tel processus, dénonçant ouvertement le crime qui se commet contre les travailleurs à travers le pacte de la Moncloa. La CNT a donné, dans la rue, sa réponse à ce processus, historique, de normalisation-terrorisation. Comme elle, selon la logique militaire, la répression s'est déchaînée, dans les entreprises, dans l'administration, dans les prisons. En définitive, il s'agit du nouveau visage de la guerre sociale en Espagne : de la lutte du Capital et des « syndicats » contre les travailleurs.

Carmen LOZANO

hollande

UN VERDICT AMBIGU - Les trois membres de la RAF, Folkerts, Schneider et Wackermagel avaient fait appel contre la sentence d'extradition prononcée à la demande de la justice allemande. Le 8 mai, la cour de cassation a enfin rendu son verdict. La demande d'extradition est valable, mais à condition que les extradés - et notamment Folkerts - ne soient pas poursuivis pour le meurtre de Schleyer qui est un « acte politique », et les Pays-Bas n'extradent pas des délinquants politiques. Un appel au Conseil d'Etat est encore possible, mais s'il confirme le verdict de la cour de cassation, les trois seront extradés. La presse allemande, les politiciens chrétiens-démocrates, l'extrême-droite se sont élevés avec indignation contre le verdict de la cour : ils semblent n'avoir rien compris à la véritable portée de cette décision! Le verdict apparaît libéral : les 18 autres poursuivis par la justice allemande pour le meurtre de Schleyer pourraient se conduire librement en Hollande, si on ne peut les accuser d'autres méfaits! En vérité le verdict est un avertissement au gouvernement pour qu'il accepte l'accord européen contre le terrorisme dans toute sa rigueur et qu'il ne suive pas l'exemple de la Norvège qui fait une exception pour les crimes politiques. Verdict d'autant plus ambigu que seul le meurtre de Schleyer est considéré comme politique et pas ceux de Buback, Ponto ou Drenckmann. Ce n'est qu'en apparence que la cour de cassation manifeste de l'indépendance en face du pouvoir exécutif. En réalité elle invite le pouvoir à corriger les défauts de la législation chargée de combattre le terrorisme.

UNE DÉTENTION PRÉVENTIVE SCANDALEUSE - Nous avons déjà signalé le cas de notre camarade Evert Bruggenkamp, employé à la clinique psychiatrique Endegeest, près de Leyde, arrêté le 13 mars dernier à la suite d'une discussion avec le directeur au cours de laquelle Bruggenkamp le menaçait avec un revolver non chargé. Les motifs de la discussion? Malversations de la direction et de quelques infirmières, gestion malhonnête des biens financiers des malades. Nos camarades de Leyde ont diffusé des tracts dénonçant ces agissements et une enquête est ouverte par un groupe d'avocats indépendants.

Informations internationales

Notre camarade est anarchiste, on a perquisitionné chez lui et trouvé des tracts anarchistes et une brochure - en vente partout - sur la RAF. Le procureur général en a conclu que notre camarade était « inspiré par la RAF » et a décidé de le maintenir en prison préventive : d'après la loi, il faudrait qu'il y ait danger de fuite ou que le prévenu soit un danger public! En fait le procureur considère qu'être anarchiste est une circonstance aggravante et que tous ceux qui protestent contre certains scandales ou injustices sont « inspirés par la RAF ». Ce qu'on veut c'est que notre camarade retire ses accusations contre la direction de la clinique. Le procureur exerce là un véritable chantage pour empêcher que Bruggenkamp expose dans un procès public ses griefs contre le directeur. La Fédération socialiste libertaire est décidée à mener une action énergique et le Fonds de Solidarité internationale a lancé un appel (FIS Postboks 61 164 Den Haag, CCP 482400 au nom de Geert Groot à Noordwolde).

PETITES NOUVELLES - A Amsterdam des locataires chassés de leurs vieilles maisons ont été replacés dans de nou-

veaux bâtiments... mais à des loyers de l'ordre de 800 francs. Ils ont spontanément réduits le loyer à 10% de leurs salaires. Menacés d'expulsion, ils sont décidés à se défendre.

Manuela Cabral (du Cap-Vert) habitait chez sa famille en Hollande, sans autorisation légale. Victime d'un viol, elle court à la police. Celle-ci la met en prison, ne s'inquiète pas de la plainte pour viol et entame contre Manuela une procédure d'expulsion. Le 13 mai, à La Haye, une manifestation a eu lieu pour la libération de Manuela. Les comités d'action féminine se sont livrés à une démonstration plus énergique : ils ont occupé durant 24 heures le musée Gevangenpoort, vieille prison historique, en profitant d'une visite commentée et mettant le guide à la porte! Cet acte inhabituel a eu les honneurs de la presse.

A Appelscha, pour la Pentecôte, a eu lieu la réunion traditionnelle des libertaires des Pays-Bas. Dans le prochain numéro, nous donnerons un compte-rendu de cette rencontre et un panorama du mouvement anarchiste néerlandais.



Les groupes d'action occupent Gevangenpoort

Polynésie

La répression bat son plein

JANVIER 78, la prison de Papeete est aux mains des mutins, l'un d'eux perce la nuit de ce cri : « On vous a ordonné de fusiller : fusillez n'ayez pas peur. Les fusils ne sont pas faits pour les Tahitiens! » Quelques instants plus tard, Nader Masters tombait...

Voilà qui peut résumer la lutte que mène une partie du peuple polynésien ; lutte désespérée parce que trop inégale, qui ne peut se traduire que par des actes désespérés.

Vous avez dû apprendre par la presse du 3 mai que 7 Polynésiens indépendantistes devaient être jugés le mercredi 10 mai devant la cour d'assises de Papeete, et ce pour s'être prononcé contre les expériences nucléaires et contre la présence française dans le Pacifique. Pour cela 4 d'entre eux risquent la peine de mort.

Ce qu'on leur reproche : dans la nuit du 12 au 13 août 77, l'hôtel des Postes de Papeete est dynamité lors du passage de M. Olivier Stirn dans le territoire, en signe de protestation contre les essais nucléaires et la présence de forces françaises d'occupation dans le Pacifique. Dans la nuit du 26 au 27 août 77, M. d'Anglejan, PDG d'une filiale de la société « Air liquide » internationale, est assassiné.

4 condamnations à mort, c'est payer bien cher un droit à l'autodétermination. Certains faits, si choquants soient-ils, ne doivent pas nous faire oublier que le moyen de la force de dissuasion et l'arme stratégique des forces françaises se trouvent à 18 000 kilomètres de Paris.

Le silence, la distance permettent tout. Une bombe qui explose tous les trois mois, des cancers qui se déclarent à tout moment, des indépendantistes qui risquent la peine de mort, un peuple qui meurt d'une mort culturelle lente mais intense. Tout cela il faut le savoir et le dire. Sinon dans quelques décennies l'occident pourra s'étonner, du fait de son ignorance, que le peuple polynésien ait existé, il y a de cela très très très longtemps...

Pour ne pas dire : « Nous n'avons jamais rien su des Polynésiens, nous n'avons jamais rien su des essais nucléaires », pensez à ceux qui aujourd'hui tentent de vous le faire savoir et soutenez les.

COLLECTIF POUR L'INFORMATION ET LA POPULARISATION DES LUTTES POLYNÉSIENNES

Un Centre de Propagande et de Culture Anarchiste

Le mouvement anarchiste rencontre d'énormes difficultés dans son intervention réelle au sein des masses, dans l'analyse critique anti-autoritaire de la société, dans l'élaboration de son projet au sein d'une société complexe de plus en plus totalitaire!

La croissance qualitative du mouvement libertaire se heurte au « localisme » et à l'éclatement des champs de réflexion des groupes ou des organisations

anarchistes.

Dès lors, l'acquisition de l'information est difficile et ne permet pas des rapports et des échanges directs entre les militants qui pourraient mettre à profit librement les expériences de chacun.

Comme de nombreux camarades, nous sommes soucieux de briser cet obstacle et nous pensons par notre initiative, à travers ce bulletin, contribuer à le franchir.

Dans ce but, nous nous proposons de recueillir et cataloguer tout le matériel de propagande élaboré par les camarades anarchistes, pour l'ensemble du mouvement, particulièrement dans leur intervention quotidienne, affiches, tracts, brochures, livres, journaux, qui sont les moyens traditionnels d'expression libertaire.

Ce matériel servira l'information que nous désirons faire circuler. La documentation alors réunie pourra toujours être disponible pour les camarades soucieux d'approfondir leurs connaissances de l'anarchisme afin d'améliorer la qualité de leur intervention.

Le bulletin se veut ainsi un instrument au service du mouvement anarchiste, mais il ne peut en contre-partie remplir véritablement sa fonction sans l'aide et l'apport constant de celui-ci. La qualité et l'importance de l'information seront tributaires de l'effort de tous les camarades!

Qu'est-ce que le C.P.C.A. ?

Tout d'abord, le C.P.C.A. est né de l'initiative de quelques camarades du groupe Emma Goldman (Paris 11^e) et de Villeneuve-St-Georges, de la Fédération Anarchiste, qui ont constitué un collectif rédactionnel et de gestion, dont le but est le suivant :

- favoriser l'information sur le mouvement anarchiste français à partir de la documentation élaborée pour la propagande militante
- favoriser l'échange des expériences et analyses dans et pour le mouvement anarchiste
- réunir les documents qui seront à la disposition des militants
- lutter ainsi contre le cloisonnement, voire le sectarisme, qui existent entre les groupes, entre les organisations
- enfin, tenter une approche du mouvement libertaire dans sa globalité, mener une réflexion sur l'anarchisme aujourd'hui.

Un collectif

Le bulletin est autonome et n'est l'organe d'aucun groupe ou organisation particulière.

Les camarades ayant pris l'initiative du C.P.C.A. assument collectivement la responsabilité du bulletin.

Le C.P.C.A. fait appel à toutes les individualités, à tous les groupes, à toutes les organisations se reconnaissant comme libertaires, pour l'envoi de documentation qu'ils jugent utiles de faire connaître au mouvement de chacun.

Le bulletin, tout en étant un support à la confrontation et au débat, ne cautionnera en aucun cas une polémique stérile.

Ce contrat ne pourra être modifié ou reconduit qu'après décision unanime du collectif.

Le C.P.C.A.

* C.P.C.A. : BP 21 - Villeneuve-St-Georges 94 190
- Abonnement 10 F les 5 numéros
- CCP CANONNE

Corps et graphie

Le voyage de Monsieur Compagnie Serge Keuten

Si l'on n'aime pas la danse pour son jeu formel et son esthétisme élitare, si l'on pense que la poésie peut dire quelque chose et que la musique en boîte n'exclut pas l'improvisation, si les images n'effraient pas au point de ne vouloir les voir que bien calées dans la signification claire d'un film confortablement produit, alors il faut très vite (avant le 11 juin) aller au rare spectacle de la compagnie Serge Keuten dont l'incroyable ambition ne touche que ceux qui l'ont aussi pour eux-mêmes.

On y verra « Monsieur » en ses voyages nocturnes tenter en vain de mettre en cage l'image affolante de ses désirs de pouvoir : la femme monstrueusement séductrice pour les hommes qui ne savent la considérer que comme un objet. On y trouvera, à travers les textes trop mal connus de Michaux et Tar-

dieu, la violence oubliée des révolutionnaires que sont les surréalistes. On y comprendra que le spectacle n'est pas quelque chose que l'auteur a à offrir tout préparé, prêt à être ingurgité, mais que le spectateur, incapable de saisir l'ensemble dans sa richesse composite, élabore son propre spectacle, selon sa vision, sa recherche, ses fantasmes. On y aimera enfin cette nouvelle écriture des corps qui, mêlant les trajets de la comédie, de la tragédie et de la danse, institue un nouvel espace dont les parcours ne sont pas fléchés, dont les sens-interdits sont absents, sans ceinture de sécurité. Pour ceux que les risques attirent, laissez-vous mener où... vous voulez.

Elisabeth CAILLET

* Au Nouveau Carré Sylvia Monfort, 5, rue Papin Paris 3^e. Jusqu'au 11 juin, tous les soirs à 21 h. Dimanche à 16 h.

DIMANCHE 18 JUIN

JOURNÉE DU LIVRE LIBERTAIRE

Au centre confédéral de la C.N.T.
33, rue des Vignoles - Paris 20^e
(métro : Buzenval ou Avron)

Exposition et vente de livres, brochures et affiches

A 17 h 30, spectacle de variétés avec Paco de Algeciras, Xavier Ribalta, etc.

ENTRÉE GRATUITE

Cinéma

Le soleil des hyènes

Ce film de Ridha Behi, actuellement présenté au cinéma Racine à Paris, a pour sujet l'installation d'un complexe touristique sur la côte tunisienne par un groupe de promoteurs allemands. Faisant fi de la présence de la population locale essentiellement composée de pêcheurs, on assiste à un très rapide ethnocide de cette population qui, pour survivre, n'a que le choix entre l'intégration salariale au complexe ou le départ forcé vers l'Europe.

Une tentative de résistance des pêcheurs est rapidement démantelée par un « cacique » local qui collabore avec les autorités socio-économiques du pays et les promoteurs. Cet épisode de la rentabilisation touristique de la côte tunisienne est réhaussé par une série d'images remarquables et par une mise en scène à la fois simple, directe et très suggestive. Enfin, la force de ce film réside également dans le fait qu'il peut être transposé au gré de l'imagination du spectateur dans d'autres lieux comme le Maroc, la Grèce, la Yougoslavie ou toute autre côte qui a subi la voracité des promoteurs immobiliers.

Gérard DUPRÉ

Théâtre

« Gotcha »

Au théâtre de l'Oeuvre

La pièce de B. Kaeffer démontre d'excellente façon les erreurs et les bavures des systèmes d'enseignement modernes, totalement décalés avec leur époque. Un jeune élève renvoyé du collège le jour des prix, vient reprendre sa moto après la proclamation des résultats. Dans cette dépendance du collège, en fait une remise fermant à clefs, le jeune élève trouve un couple d'enseignants en galante activité. Lui, c'est le prof d'éducation physique, et elle un prof du jeune élève. Le jeune, commotionné par son renvoi, devient délirant et ferme la remise à double tour ; il menace de mettre sa cigarette allumée dans son réservoir ouvert et de les faire flamber avec lui.

Tous les éléments du règlement de compte entre le jeune révolté et ses ennemis sont en place. Tenant constamment sa cigarette près de son réservoir, l'élève se défoule et règle leur compte à ses tuteurs qui, glacés de peur, n'arrivent même pas à retrouver son nom. Sur ces entrefaits, le directeur de l'établissement se fait piéger à son tour et tient compagnie à son élève qu'il connaît très peu. Tout ce que l'autorité peut commettre comme injustices est évoqué. Les prisonniers ne sont pas beaux, ni à voir ni à entendre. Le prof sportif n'est qu'une bête à exploiter et un humain lamentable ; le directeur complètement dépassé se réfugie piteusement dans sa dialectique pédagogique d'une inutilité complète.

Au cours d'un dialogue entre la femme et l'en-dehors, le musclé parviendra à maîtriser le jeune contestataire. Mais au moment de retrouver la liberté, les libérés osent à peine se regarder en face tant leur humiliation a été poussée aux limites possibles. Ces êtres, conformistes et lâches, comme beaucoup d'autres, ont subi la plus dure leçon de leur vie. Après cette épreuve du destin, chacun n'exercera plus son métier de la même façon.

Cette étonnante étude du monde pédagogique et ce conflit d'âge est parfaitement interprété par Evelyne Kerr et messieurs Henri Deus et François Marie. Fabrice Eberhard incarne un peu la déraison et surtout la révolte, souvent justifiée, des jeunes modernes. Son jeu très poussé, sans cependant tomber dans l'outrance, démontre le haut talent de ce jeune comédien. La mise en scène de J.-C. Grinewald est à l'unisson de cette réussite.

Le brise l'âme

Au théâtre de l'Oeuvre

C'est une fresque tragique de la vie ouvrière féminine qu'évoque avec exactitude et talent M. Robert Poudérou. Deux femmes, dans un pays à libertés restreintes, vivent dans l'attente du retour d'un homme, peut-être prisonnier ou vagabond volontaire ; elles font équipe, dans une fabrique textile, sur une machine dénommée dans leur folklore usinier du nom de « brise l'âme ». Vie domestique, sommeil, départ au travail et le film de la médiocrité quotidienne recommence.

Dans l'atelier, la présence et les assiduités du chef d'équipe provoquent un climat semblable à celui du monde concentrationnaire. L'affreuse domination du chef doit être subie, et pour parvenir à son but misérable tous les moyens lui semblent bons. Il séparera l'équipe de la brise l'âme, le rendement s'en ressent et les pénalités tombent sur les malheureuses. A bout de force, la plus jeune cèdera au despote, afin de retrouver sa machine. Rentrée chez elle, écaillée par sa faiblesse passagère, elle se tranquillise de façon définitive. Après cette disparition, la vie continue dans la fabrique... comme avant.

Cette remarquable étude du monde ouvrier méritera, à mon avis, une fin plus brusquée, cela gagnerait en contraste. Mais ceci est un réglage de scène d'importance mineure. Les comédiens sont excellents, Paula Dehelly et Joëlle Larivière sont merveilleuses. Au près de ces deux merveilles, Mrs. Jacques Thibault et Georges Atlas campent talentueusement des personnages difficiles. L'adroite mise en scène de Gilles Atlan tire le maximum de l'espace mesuré de l'œuvre.

Francis AGRY



CINÉ-CLUB DU 19 JUILLET
TOUS LES SAMEDIS
A 21 H
7, RUE DU MUGUET
33 000 BORDEAUX

Samedi 10 juin : L'EDEN ET APRÈS de Alain Robe-Grillet. L'imagination est libératrice, notre société a oublié le sain usage du corps.

Contre la répression en Bulgarie

Solidarité internationale des travailleurs !

Le jeudi 25 mai a eu lieu à l'université de Nanterre un meeting d'information et de solidarité avec les luttes que mène actuellement le peuple bulgare contre la bourgeoisie capitaliste d'Etat qui le gouverne et l'exploite. Ce meeting, organisé par la liaison Nanterre de la Fédération Anarchiste, partie intégrante du « Collectif de soutien à la lutte du peuple bulgare », compte tenu de circonstances défavorables (pleine période d'examens, heure du déjeuner) constitua pour la première du genre un assez grand succès. Une centaine de personnes s'était en effet déplacée pour participer activement au débat qui suivit l'exposé que nous fîmes avec les témoignages d'Amnesty International et de camarades en liaison avec l'intérieur, sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent aujourd'hui les travailleurs de Bulgarie.

Par ce meeting, nous avons voulu lancer un cri d'appel pressant à l'opinion publique française contre la répression qui sévit quotidiennement en Bulgarie ; pays où l'on recense plus de 20 000 prisonniers politiques, « soignés » dans les hôpitaux psychiatriques, internés dans les prisons ou déportés dans les camps de concentration. La plupart de ces prisonniers appartiennent au mouvement socialiste ou anarchiste, membres de la Fédération Anarchiste Communiste, du Parti Socialiste ou de l'Union Agrarienne Populaire ; certains parmi eux ayant fait de la résistance contre l'occupation nazie sont passés directement des prisons de l'ancien régime à celles tout aussi dégradantes du nouveau.

Pour ceux qui s'opposent à la dictature économique, politique et culturelle que développent le capital et l'Etat bulgares, il existe actuellement :

- 7 « cliniques » psychiatriques principales sur lesquelles a également enquêté Amnesty International et où comme à Sofia ou Biala, les « malades » sont « soignés » avec différents neuroleptiques pendant que les plus tenaces, attachés à des camisoles de force, reçoivent des chocs électriques. Constamment surveillés, privés de tout contact avec l'extérieur, les internés sont soumis à trois sortes de régimes : moins sévère, sévère, très sévère, lesquels varient suivant le « délit » et la conduite.

- Plus d'une dizaine de prisons, dans lesquelles, comme à Stara Zagora ou à Plevén, les conditions de survie sont plus que lamentables. Les détenus sont obligés de travailler pendant la durée de leur emprisonnement, les récalcitrants étant punis de cachot ou maintenus dans un complet isolement, ils sont alors privés de toute correspondance et de tout colis. Dans ces prisons, la nourriture est très pauvre en calories, l'aide médicale soumise au bon vouloir de l'administration pénitentiaire. Chaque détenu est soumis à un régime particulier ; léger, général, sévère ou très sévère, les différences portant sur le droit aux lettres, visites et durée de promenade quotidienne dans le « carré »...

- Les camps de concentration (Belene, Bach Samokov, Nojarevo...). Dans ces camps, les conditions d'internement sont impossibles ; mal nourris, battus et maltraités, des centaines de nos camarades y crévent à petit feu...

Mais la répression ne touche pas que les travailleurs et les intellectuels dissidents en lutte contre l'esclavage salarial et les normes obligatoires de la création « socialiste », les minorités ethniques n'y échappent pas : macédoniens, turcs, ar-

méniens, grecs tziganes ; enfin la répression religieuse contre les « pomaks » (musulmans qui refusent d'être « bulgarisés ») constitue le point d'amorce tragique d'un véritable génocide. La répression s'étend aussi malheureusement au-delà des frontières : Stoyan Apostolov Tassev, réfugié politique à Trieste était enlevé le 31 janvier 1977.

nos camarades espagnols, nous ne pouvons rester muets et inactifs devant la répression qui frappe tout aussi féroce depuis près de 40 ans nos camarades bulgares (dernièrement des enfants de 14 ans ont été torturés par la sécurité d'Etat pour qu'ils avouent où vivaient les anarchistes d'un village).

Il y a quelques mois, à la suite d'une intense campagne de manifestation et de pression sur l'Etat bulgare, 6 militants anarchistes ont été libérés Kristo Kolev Yordanov (qui comme Carballo doit détenir le record mondial de détention. Interné depuis 1930, il est toujours aujourd'hui en résidence surveillée), Artakov, Djermanov, Kisov, Nakov, Nedoklanov.

Comme le reste des pays qui à l'Est sont soumis au capitalisme d'Etat bolcheviste, la Bulgarie est un colosse dont les pieds d'argile ne cessent de s'éffriter sous l'action résolue



La dissidence s'organise aussi en Bulgarie !

« La déclaration 78 », publiée le 2 mars dernier, a été remise à la presse occidentale, elle est adressée à « tous » et réclame :

- la cessation de la violation des droits de l'homme, l'abolition de la censure, la liberté de la presse et d'expression.

- la liberté de circulation des informations et des personnes.

- une augmentation effective du niveau de vie.

- la création de syndicats libres pour défendre véritablement les intérêts des travailleurs.

- l'abolition des privilèges à tous les niveaux de la vie publique.

- la publication de cette déclaration dans tous les journaux.

La Bulgarie et l'Espagne constituent géographiquement les deux points d'appui les plus forts politiquement de l'anarchisme européen contemporain.

A l'heure où la CNT se développe de plus en plus fortement, à l'heure où les anarchistes français se mobilisent contre la répression qui s'abat aujourd'hui féroce contre

d'une opposition de plus en plus forte ; mais les luttes qui se déroulent à l'intérieur ont un besoin urgent d'être soutenues et popularisées à l'étranger, il en va de leur réussite. C'est pour cela que s'est dernièrement constitué le Collectif de Soutien à la lutte du peuple bulgare qui, comprenant des anarchistes bulgares exilés et des anarchistes français, vise en liaison étroite avec l'intérieur à aider de toutes ses forces à abattre le fascisme rouge et à faire éclater la révolution sociale pour l'instauration du communisme anarchiste en Bulgarie.

Liaison Nanterre de la F.A.

Collectif de soutien à la lutte du peuple bulgare

**LE 16 JUIN
MEETING
GALA
Nouvel hippodrome
Porte de Pantin**

Répression en R.D.A.

Une conférence à Paris

Le comité Biermann (Paris) et le comité Liberté et Socialisme (Berlin), en vue d'une manifestation à la Mutualité à Paris contre la répression en RDA, ont donné une conférence de presse à la Mutualité également, le lundi 29 mai.

Le comité Biermann s'est constitué pour soutenir le chanteur de la RDA, Wolf Biermann qui, suspect politique, fut incarcéré puis libéré, c'est-à-dire acheté pour une bonne somme de marks par le gouvernement ouest-allemand. Une malencontreuse intervention chirurgicale l'empêcha d'être présent à Paris pour témoigner. Le comité Biermann, outre quelques anciens détenus, tels Jürgen Fuchs, présent à la conférence et nostalgique de son pays d'origine, la RDA, regroupe pas mal d'universitaires français.

Le comité Liberté et Socialisme fut présenté par Christian Kunert, jeune Allemand enthousiaste, ouvert à toutes les formations politiques tendant vers la liberté et le socialisme. Son absence de sectarisme est tel qu'il est prêt à dialoguer même avec la droite si elle répond à ces deux critères! Mais son ouverture ne va pas jusqu'à inclure dans ses sympathies l'extrême-gauche et moins encore les courants libertaires. Christian Kunert expliqua que le comité comprend, entre autres, des éléments de l'aile gauche de la social-démocratie. Des « personnalités » - et tous les orateurs insistèrent un peu trop souvent sur ce terme - adhèrent au comité, telles Romy Scheider, Simone de Beauvoir, Kastler, Ellenstein, Michel Piccoli, Vercors... j'en passe.

Ces réserves et restrictions énoncées et mises à part, cette prise de conscience des intellectuels allemands et français - il n'y a d'ailleurs pas que des intellectuels - comporte des éléments positifs qui nous permettent d'appuyer, dans certaines limites, leur action.

Cette action n'est pas - et tous insistèrent là-dessus - de dénoncer d'abord la répression en RDA, mais de défendre les détenus politiques pour obtenir leur libération. Cependant, épisodiquement, et pour que leur action soit efficace, les deux comités mènent une campagne de dénonciation. Un « appel contre la répression en RDA » énonce des faits.

Wolf Biermann, chanteur-compositeur, poète contestataire, « avait adopté une attitude hostile à l'égard de la RDA », lors d'un récital à Cologne. Il est déchu de sa nationalité.

L'antifasciste viscéral, Robert Havemann, ami de Biermann, est en liberté surveillée, soumis aux tracasseries policières que l'on devine.

Rudolf Bahro est tenu « au secret » dans une geôle berlinoise pour avoir publié un ouvrage politique qui, s'il est polémique, n'est tout de même pas un pamphlet ; cet ouvrage s'intitule *L'alternative*.

L'appel dénonce encore quelques autres cas. C'est toujours sous le prétexte fallacieux de « diffamation de l'Etat » que sont suspectés puis bouclés les sujets indésirables se risquant à la contestation. Et si les membres des comités sont surtout des intellectuels, les détenus qu'ils défendent sont souvent des ouvriers. Oser parler pour la liberté et le respect des droits de l'homme est un crime de lèse-Etat, en RDA tout comme en RFA!

Et la libération d'un prisonnier prend valeur marchande entre les deux Allemagne. On s'achète et se vend, entre frères, les détenus politiques.

Il est à noter aussi que les deux comités ont appelé les partis politiques français à cautionner par leur présence leur manifestation. Du PS ils n'ont obtenu que des réponses isolées, et seuls les « contestataires » du PC ont donné signe de vie dans cette affaire. Il est vrai que l'action des deux comités s'inscrit dans des lignes légèrement différentes de celles des partis de la gauche française traditionnelle.

Le respect de l'homme et de sa liberté ne semble pas le souci majeur de l'aigle à deux têtes allemand. Il est réconfortant de savoir que des hommes et des femmes (Gerulf Pannach témoignait par sa présence et sa parole que les femmes allemandes prennent, elles aussi, part à cette lutte) risquent l'incarcération pour contester justement contre le non-respect de la liberté et des droits de l'homme, même si leur vision socialiste reste fort éloignée d'un projet libertaire.

Domage que les deux comités n'aient pas encore songé à élargir le débat ni à confronter leurs objectifs avec ceux des anarchistes. Oui, c'est dommage!

Marie-Madeleine HERMET

POUR LES INDIENS... ÇA MARCHE !

Traquées depuis 200 ans, de la tentative de génocide à la destruction culturelle, les minorités indiennes n'ont jamais cessé de mener la lutte.

Ces dix dernières années marquent le regain de cette lutte, depuis l'occupation de l'île d'Alcatraz en 1969 jusqu'à l'occupation de champs pétroliers en 1978.

Depuis le mois de mars dernier, des centaines d'indiens ont entrepris une marche qui, ayant démarré du Sud-Dakota, doit les mener à Washington qu'ils comptent rallier en septembre.

Cette marche doit participer à la lutte contre le projet de loi Cunningham qui prévoit l'assimilation complète des indiens aux droits blancs avec, comme conséquence, la suppression des traités et l'expropriation de certaines terres minières sur lesquelles des Indiens habitent actuellement.